

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Cimaf-Gabon: la cheffe du gouvernement inaugure la deuxième ligne de production

CET investissement participe de la diversification de l'économie nationale et de la mise en œuvre de la stratégie nationale d'industrialisation impulsée par le président de la République, Ali Bongo Ondimba.

Cherolle MISSOUKI

Libreville/Gabon

LA Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, a procédé, hier, à l'inauguration de la deuxième ligne de fabrication de ciment de l'entreprise Cimaf-Gabon. C'était à la faveur d'une cérémonie qui a vu la présence,

Elle a réaffirmé la volonté de son gouvernement de renforcer les conditions de la relance de l'économie dans un contexte marqué par des contraintes budgétaires et sanitaires.

cimentiers des perspectives de développement de leurs activités commerciales d'exportation, avec une production qui passe à 1 million de tonnes par année contre 600 000 tonnes auparavant. Soit un apport de 70 % de tonnes en plus de la production annuelle. Ce qui représente un investissement de 9 milliards de F CFA, qui a tenu compte des aspects environnementaux lors de sa phase opérationnelle. Dans son allocution, l'édile de

la commune d'Owendo a salué la matérialisation de la politique de développement du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Présent dans de nombreux pays, Cimaf se positionne parmi les leaders dans la production du ciment. Son directeur général, Salim Kaddouri, a indiqué que son entreprise a pour ambition d'étendre son développement au Gabon, afin de contribuer à la relance de l'économie nationale. Le diplomate chérifien a, quant à lui, salué le modèle de coopération sud-sud qui unit le Gabon au Maroc.

Pour sa part, le ministre du Commerce a indiqué que cet investissement participe à l'amélioration des conditions de vie des populations, car figurant en bonne place des chantiers prioritaires du gouvernement. Il a, en outre, invité Cimaf à investir davantage au Gabon et à explorer les potentialités de notre pays dans d'autres domaines.



Rose Christiane Ossouka Raponda coupant le ruban symbolique de la nouvelle ligne de production de Cimaf-Gabon.

Après avoir rappelé que l'extension de cette chaîne de production s'inscrit dans la volonté du chef de l'État de favoriser la transformation du modèle économique de notre pays, Rose Christiane Ossouka Raponda a, pour sa part, magnifié l'excellence des relations entre le

Gabon et le Maroc. Tout en indiquant que la mise en service de cette ligne de production participe de la mise en œuvre de la stratégie nationale d'industrialisation du Gabon. Avec, à la clé, la création de nouvelles richesses et de la réduction de la pauvreté.

Revenant sur sa récente déclaration de politique générale, elle a réaffirmé la volonté de son gouvernement de renforcer les conditions de la relance de l'économie dans un contexte marqué par des contraintes budgétaires et sanitaires.

Miroir du gouvernement

Raisons d'espérer ?

QUELS vœux peuvent émettre les milliers d'usagers de la Fonction publique après la remise, vendredi dernier, à la ministre de l'Emploi, de la Fonction publique, du rapport final ayant sanctionné les travaux en commissions du Comité de pilotage du forum sur la Fonction publique ? Eh bien, que les quarante-deux recommandations, fruits du travail accompli pendant deux mois par les membres du Comité de pilotage, soient mises en application par les pouvoirs publics. De sorte que la Fonction publique gabonaise devienne enfin performante, un véritable instrument de développement adapté aux enjeux politico-économiques de l'heure. Des vœux d'autant plus légitimes que, par le passé, les conclusions et propositions issues

des ateliers, séminaires et autres forums sur la réforme de la Fonction publique n'ont guère été traduites en actes. D'où, sans doute, le sentiment "de déjà-vu, déjà entendu, de sempiternel recommencement" qui habite plus d'un à l'issue de la remise du rapport final. À charge donc au gouvernement de taire le scepticisme des esprits de plusieurs observateurs, en tournant la page du passé qui matérialiserait, autant que possible, les recommandations. Et dans cette optique, les jours à venir devraient servir de révélateur en permettant à tout un chacun de cerner les intentions du gouvernement. Ce, d'autant plus que le vice-président du Comité de pilotage, Joël Ondo Ella, a souhaité "la mise en

place sans délai d'un comité de suivi qui examinera régulièrement le niveau d'exécution des propositions formulées". Un souhait qui, quelque part, pourrait laisser sous-entendre plein de choses.

Quoi qu'il en soit, les propositions formulées par le Comité de pilotage s'articulent autour de la révision du cadre juridique et institutionnel de la Fonction publique, l'informatisation des services publics, l'amélioration du cadre de travail et des conditions sociales des agents publics, la mise en place des programmes de formation en adéquation avec les besoins de l'administration et les attentes des agents en matière de renforcement de leurs capacités, ainsi que l'évolution de leurs carrières.

J.KOMBILE MOUSSAVOU